Septembre 2013 - N° 18

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

2016, l'année lumière au Cameroun

9ème EMA Invest à Genève
Le Cameroun Hôte d'Honneur

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co

L'étoile du Cameroun

www.camair-co.cm

Yasmine Bahri-Domon, directrice de la publication

Bienvenue au 9ème EMA !

Nous vous avons annoncé l'année dernière la tenue du 9ème forum EMA Invest dont l'hôte d'honneur était le Cameroun. Pour des raisons d'agenda politique, le forum a été reporté, et enfin ça y est, nous y sommes, malgré une actualité camerounaise encore chargée. Après Paris et Istanbul, c'est au tour de Genève d'accueillir ce 3 octobre 2013 le Cameroun.

POURQUOI GENÈVE ME DIREZ-VOUS ?

On cantonne souvent la Suisse, Genève et l'Afrique dans une relation unique, celle du coffre-fort. Pourtant cette capitale économique, souvent mal connue, est une plateforme internationale financière, diplomatique, politique, économique, scientifique et culturelle. On y dénombre 140 établissements bancaires, 2800 intermédiaires financiers et 700 gérants de fortune indépendants. Elle est classée au sixième rang des principales places financières dans le monde. Genève joue également un rôle de première importance dans le négoce et le financement du commerce mondial. Plus de 500 sociétés de trading sont basées ou représentées dans cette petite ville.
140 entreprises multinationales y sont présentes, parmi lesquelles Reuters, IBM, Hewlett Packard, Oracle, DHL, Federal Express, Ernst & Young, Procter & Gamble, Cargill International, Carrefour, Caterpillar, KPMG, PriceWaterhouseCoopers, Virgin, DuPont, Ipsos, MSC Mediterranean Shipping Company, Maersk, Lockheed Martin International, Korn-Ferry International, The Gillette Company, Bacardi Martini, Mitsubishi, Louis-Dreyfus, ST-Microelectronics, Totsa Total Oil Trading, Union Carbide, Young & Rubicam, McCann-Erickson, Richemont, Ralph Lauren…
24 organisations internationales parmi lesquelles : ONU, OMC, CERN, OMS, IUT, PNUD, OIT, OMPI, CNUCED, CIC, CICR, HCR, IATA, ISO. La cité compte également 200 ambassades, missions diplomatiques et représentations permanentes et plus de 300 ONG. La plupart des agences de presse et des rédactions des grands médias internationaux sont représentées à Genève (Reuters, Bloomberg, AP, Chine Nouvelle, AFP, CNN, New York Times, Financial Times, The Economist, Wall Street Journal, Washington Post, Al Jazeera, Le Monde, France Télévision, TF1, NZZ, etc.). Mis à part cela, il est vrai que l'on y trouve aussi du bon fromage, de l'excellent chocolat et de l'horlogerie de luxe...

La Fondation EMA, logée à Genève, s'est assignée, entre autres, pour mission de rapprocher des économies en développement avec cette ville. Depuis quinze années, EMA Invest, à travers l'organisation de son forum, vise à donner aux acteurs économiques des pays en développement un meilleur accès aux capitaux, aux technologies, aux marchés et aux médias internationaux.
Son but est aussi de tisser des liens solides, non seulement entre les pays, les institutions, les entreprises, mais aussi entre les femmes et les hommes du Nord et du Sud.

Nous serons à ce rendez-vous et nous vous attendons tous à Genève les 3 et 4 octobre prochains.

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Mediamania Sàrl
6, rue du Léman
1201 Genève - Suisse
Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON
Rédaction
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU, Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO, Brice R. MBODIAM, Dominique FLAUX.
www.agenceecofin.com

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL
Régie publicitaire
Mediamania Sarl, Genève
Benjamin FLAUX
Tél +41 78 699 13 72
benjamin.flaux@mediamania.pro

Au Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98
Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
Distribution Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

SOUS LE HAUT PATRONAGE M. LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SALON des INVESTISSEURS du CAMEROUN

EXPOSITIONS - CONFÉRENCES - ATELIERS - PARTENARIATS

19-24 NOVEMBRE 2013

PALAIS DES SPORTS DE YAOUNDÉ

Espace ouvert aux :

Multi nationales - PME / PMI

Etablissements financiers - Grandes écoles – Porteurs de projets

BTP - Entreprises publiques - Ministères

Groupements d'entreprises - Porteurs de capitaux – GIE

Partenaires au développement ... *et Vous*

Pour participer contactez le cabinet « ***Mon Communicateur*** » :
+237 2260 7849 – 3320 7125 – 7788 6322 – 9474 2614 – 2266 6044
Site web : www.salondesinvestisseurs.cm / Email : mcommunicateur@yahoo.fr

AU SOMMAIRE

3 • Bienvenue au 9ème EMA !

6 • Le Cameroun, hôte d'honneur du 9ème forum EMA Invest

8 • CASTING

11 • Energie : ces barrages qui vont illuminer le Cameroun en 2016

12 • Un potentiel énergétique colossal mais un déficit persistant

14 • Lom Pangar : le projet le plus énergisant de l'industrie camerounaise !

16 • Avec le barrage de Memve'ele, « *l'espoir apparaît enfin* »

18 • Centrale à gaz de Kribi : monter en puissance jusqu'à 330 MW

20 • AES-Sonel : « *Le mot délestage fait désormais partie du passé* »

22 • Pour les consommateurs, « *AES-Sonel n'a pas été à la hauteur* »

23 • Hydro Mekin : huit communes et des pays voisins à électrifier

26 • L'environnement des affaires a beaucoup évolué au Cameroun, selon le haut-commissaire de Grande-Bretagne

26 • Le FMI recommande de booster l'investissement public

28 • Pour Sundance, le projet de Mbalam sera lancé entre fin 2017 et début 2018

28 • IMIC et le Chinois Hebei Iron and Steel signent pour le fer de Nkout

30 • Le miel blanc d'Oku et le poivre de Penja labélisés par l'OAPI

31 • Plus de 100 000 agences de voyage dans le monde pourront vendre les billets de Camair-Co

31 • La compagnie gabonaise Afric Aviation arrive dans le ciel camerounais

32 • Viettel choisit une solution d'IBM pour installer la 3G au Cameroun

32 • Plus de 13 millions d'abonnés à la téléphonie mobile au Cameroun

34 • Frédéric Mbotto Edimo est le nouveau DG de Camair-Co

Le Cameroun, hôte d'honneur du 9ème forum EMA Invest

Le 9ème forum EMA Invest, qui se tient à Genève ces 3 et 4 octobre, mettra en relation des acteurs économiques africains avec des financiers, des négociants et des investisseurs suisses et internationaux. Voici un aperçu de quelques interventions prévues sur le thème « Ce que la place de Genève peut apporter à l'Afrique, et réciproquement ».

JULIUS BÄR : LE DÉFI DES IDÉES REÇUES

La première banque de gestion privée de Suisse participera au 9ème forum EMA Invest, qui se déroulera à Genève les 3 et 4 octobre prochains et qui aura pour thème « Ce que la place de Genève peut apporter à l'Afrique, et réciproquement ». A cette occasion, Julien Devaux, qui dirige l'équipe de conseil en investissement de la banque et enseigne à la Haute école de gestion de Fribourg, relèvera « *le défi des idées reçues sur l'Afrique* ». La banque Julius Bär a annoncé 218 milliards de dollars d'actifs sous gestion au 30 juin 2013, et a réalisé un bénéfice de 278 millions de dollars au premier semestre 2013. A ce jour, son engagement en Afrique reste modeste et se limite essentiellement à trois fonds d'investissement boursier : JB EF Africa Opportunities-EUR A, JB EF Northern Africa-CHF A et JB Multiflex JB African Equity C.

Ces dernières années, la banque a connu un développement important en Asie, où elle réalise désormais 10 à 15% de son volume d'affaires. « *L'objectif est d'avoir un quart de nos activités lié à cette région, un quart lié aux autres régions émergentes, et le reste avec l'Europe et la Suisse* », déclarait récemment son directeur général Boris Collardi au journal *Le Temps*. Julius Bär, qui a récemment repris l'activité International Wealth Management de Merrill Lynch hors des Etats-Unis, dispose de 50 sites dans 25 pays, parmi

lesquels Zurich, Dubaï, Francfort, Genève, Hong Kong, Londres, Lugano, Madrid, Monaco, Montevideo, Moscou, Shanghai ou encore Singapour.

AOG : REPRODUIRE LA *SUCCESS STORY*

Parmi les personnalités attendues pour la partie « Energies » de ce 9ème forum, Jean-Claude Gandur, fondateur du groupe AOG (Addax et Oryx Group), présentera le projet de biocarburant qu'il a développé en Sierra Leone et qui devrait produire 100 000 tonnes d'éthanol d'ici la fin de l'année. Cet investissement, géré selon des critères durables et socialement responsables, représente 267 millions d'euros et s'étend sur 14 300 hectares. L'homme d'affaires genevois envisage de reproduire la *success story* dans d'autres pays : « *La plantation de Makeni produira 100 000 tonnes d'éthanol à la fin de l'année avec un objectif du double à terme. Elle devrait employer environ 4000 personnes d'ici la fin de l'année et s'accompagne d'un projet agricole d'autosuffisance et d'éducation agricole pour les populations locales, conduit avec la FAO, la Banque africaine de développement et une ONG allemande. C'est un modèle que nous chercherons à reproduire et qui devrait quintupler pour être, à son tour, susceptible d'être coté* », a-t-il déclaré au journal *L'Agefi*. Le groupe AOG, c'est également Oryx Energies, une société spécialisée dans la distribution de produits pétroliers et gaziers en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud, ou encore Oryx Petroleum, récemment cotée à la Bourse de Toronto, qui agit dans l'amont pétrolier au Sénégal, au Congo, en Guinée-Bissau ou encore au Nigeria.

EC GROUP : DES RÉFÉRENCES AFRICAINES

Autre intervenant du secteur « Energies », Rolf Kehlhofer, fondateur et CEO de The Energy Consulting Group, de Zurich : la compagnie dispose d'un savoir-faire approfondi et d'une expérience dans la construction de centrales de différentes technologies, d'une capacité cumulée de plus de 80 000 MW. Elle a assuré des contrats d'exploitation et de maintenance pour 26 centrales de production et a géré le financement de projets énergétiques pour une valeur de 15 milliards d'euros. Parmi ses références africaines figure, entre autres, la centrale ivoirienne d'Azito. Dans le cadre du forum, Rolf Kehlhofer, fondateur et CEO de la compagnie, expliquera « *les défis d'un IPP (*Independent Power Producer*) du point de vue d'un investisseur* ».

ARBORESCENCE CAPITAL : LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Arborescence Capital est spécialisée dans la conception, la structuration, la mise en place, la négociation et la gestion d'instruments de financement requis par les projets d'infrastructures du secteur énergétique. Jaona Ravaloson détaillera les conditions qu'un pays africain doit réunir pour permettre l'essor des énergies renouvelables : « *En Afrique, c'est la subvention accordée aux énergies conventionnelles qui est pénalisante pour l'essor des énergies renouvelables. Si les énergies conventionnelles ne bénéficiaient pas de subventions, les énergies renouvelables deviendraient très compétitives et résoudraient en grande partie le déficit énergétique de nombre de pays. Sans que cela ne coûte un kopeck au budget des Etats et n'érode davantage le pouvoir d'achat des usagers.* »

Me ERIC VAZEY : UNE PORTE D'ENTRÉE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL

Rompu aux milieux d'affaires suisses, Me Vazey est convaincu que l'âge d'or de l'Afrique a sonné et que la Suisse, première place mondiale du financement du négoce de matières premières, peut jouer un rôle crucial dans l'émergence des économies africaines : « *Contrairement aux sociétés de* trading *européennes, russes, asiatiques ou arabes, le positionnement des entreprises africaines sur Genève n'est qu'à ses balbutiements. Jusqu'ici, Genève a surtout attiré des filiales de sociétés nationales d'opérations pétrolières africaines, soit Petroci International SA (Côte d'Ivoire), Petrolin (Gabon) ou encore Samoil (Angola). Or, il est certain que l'ouverture et l'internationalisation constantes des marchés vont inévitablement conduire les entreprises africaines de premier rang à élargir leur champ de vision et le périmètre de leurs activités pour devenir concurrentielles et créer des synergies positives.* »

Le programme complet
du 9ème forum EMA Invest.
www.emainvest.com

CASTING

PROTAIS AYANGMA

Le groupement patronal Entreprises du Cameroun (Ecam), présidé par l'assureur Protais Ayangma (ancien vice-président du Gicam), organise du 30 novembre au 7 décembre 2013 à Douala, la capitale économique du Cameroun, la seconde édition du concept « PMEEXCHANGE », grand rendez-vous des petites et moyennes entreprises du Cameroun. Cette année, ce forum s'articulera autour du thème « Le partenariat pour une PME compétitive dans le commerce extérieur ». L'édition 2013 de « PMEEXCHANGE » connaîtra la participation d'entreprises venues du Nigeria, du Congo, de la Turquie et de la France, pays qui sera représenté par une délégation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).
Ecam est un mouvement patronal né d'une scission au sein du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), qui a pendant longtemps été la seule association patronale d'envergure du pays. Avec 340 adhérents à ce jour, Ecam revendique le statut de « *1er mouvement patronal du Cameroun axé PME/PMI* ».

ESSIMI MENYE

Le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement, Essimi Menye, a annoncé au cours d'une réunion tenue dans les locaux du Collège régional d'agriculture (CRA), à Ebolowa, dans la région du Sud, que le Cameroun disposait d'une Académie nationale de cacao (ANC). Cette académie est située dans la localité de Nkoenmvone, à une dizaine de kilomètres de la ville d'Ebolowa. Selon M. Essimi Menye, l'ANC va former les jeunes Camerounais aux techniques de production, de commercialisation et de transformation des fèves de cacao dans le pays. « *On ne peut plus produire du cacao avec des hommes et des femmes qui ne maîtrisent pas les nouvelles exigences de la filière* », a déclaré le Minader. Pour la première année, apprend-on, cette école spécialisée va accueillir 80 élèves titulaires au moins d'un baccalauréat de l'enseignement technique, pour une formation de deux ans sanctionnée par un Brevet de technicien supérieur (BTS). Cette académie va permettre ainsi d'impulser le développement du cacao camerounais.

PHILEMON YANG

Le Premier ministre camerounais, Philemon Yang, a signé le 30 juillet dernier un décret fixant les conditions et les modalités d'exploitation des motocycles à titre onéreux. Désormais, l'accès à la profession d'exploitant de mototaxi, le « *bendskin* », est subordonné à l'obtention de neuf pièces. Entre autres, la carte de contribuable et la police d'assurance. Bien plus, tout mototaxi devra, avant sa mise en circulation, être immatriculé par les services territorialement compétents du Ministère des transports. Tout conducteur devra également disposer de onze équipements, dont un casque de protection pour le conducteur, un casque pour le passager, un trousseau de dépannage, un pare-chocs avant et arrière, etc. Les conducteurs devront aussi porter le gilet dont la couleur sera déterminée par la commune du ressort d'exploitation. Objectif : réglementer cette activité qui compte, selon les statistiques non actualisées, plus de 100 000 motos dans les seules villes de Douala et Yaoundé.

EDOUARD AKAME MFOUMOU

Un décret présidentiel du 11 septembre 2013 désigne Edouard Akamé Mfoumou au poste de président du conseil d'administration de Camair-Co. Ce dernier est arrivé au conseil d'administration il y a seulement quelques mois. Edouard Akamé Mfoumou, rompu à l'administration publique camerounaise, a, auparavant, occupé les postes de secrétaire général de la Présidence de la République, de ministre de la Défense, des Finances, et surtout, pendant plusieurs années, celui de PCA de la Camair, l'ancêtre de Camair-Co. Selon le quotidien *Mutations*, quelques minutes seulement après avoir reçu l'information de sa nomination pendant le conseil d'administration extraordinaire du 11 septembre 2013, c'est lui qui lançait la manœuvre, en exigeant que l'ex-DG hollandais remette sa démission « *séance tenante* ». Proposition à laquelle Matthijs Boertin Johannes s'opposera, tout en lui expliquant, révèle le même journal, qu'il tenait sa désignation au poste de DG de Camair-Co du président de la République, seul capable de l'y débarquer. Ce qui sera fait quelques heures plus tard.

FRÉDÉRIC BIYA MOTTO

Selon le directeur général d'Hydro-Mekin, Frédéric Biya Motto, le barrage hydroélectrique de Mekin sera livré en mai 2014. Le quotidien Mutations du 26 juillet 2013 révèle que Frédéric Biya Motto a fait le point des travaux de construction de cet ouvrage en juillet dernier, point qui lui a permis également de servir deux informations essentielles : l'achèvement imminent des travaux de la voie d'accès et la livraison « *dans de prochains jours* » de la cité du maître d'ouvrage. Le barrage hydroélectrique de Mekin, qui est adossé au fleuve Dja, dans l'arrondissement de Meyomessala, région du Sud, va permettre la sécurisation de la partie australe du réseau interconnecté Sud dans le cadre d'un fonctionnement de la centrale en réseau interconnecté d'une part, et en réseau séparé, d'autre part, permettant d'alimenter prioritairement l'ensemble des huit communes du département du Dja et Lobo. Le barrage sera construit avec une usine de pied d'une puissance de 15 mégawatts et une ligne d'évacuation d'énergie de 300 kilomètres.

JEAN-FABIEN MONKAM NITCHEU

Jean-Fabien Monkam Nitcheu a été élu président du conseil d'administration de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) au cours d'une session extraordinaire tenue le 12 août 2013 à l'immeuble siège de l'entreprise, à Douala, sous la houlette d'Ibrahim Talba Malla, directeur général de la Société Nationale de Raffinage (Sonara), qui assurait l'intérim à la tête du conseil d'administration de cette entreprise. Le nouveau PCA a directement été installé dans ses nouvelles fonctions par le ministre camerounais de l'Eau et de l'Energie (Minee), Basile Atangana Kouna, qui lui a demandé d'insuffler à la société « *une nouvelle dynamique nécessaire à la consolidation de l'embellie de plus en plus perceptible à la SCDP* ». Le ministre a invité le nouveau promu à œuvrer dans le sens de la réduction des charges de l'entreprise. Le nouveau PCA est né le 3 septembre 1945 à Banka, région de l'Ouest, et est diplômé de l'Institut de formation et de recherche démographique (IFORD).

VoxAfrica

LA première chaîne panafricaine, bilingue et indépendante

AFRIQUE

CANALSAT 97

DSTV 191

GOTV 16

FRANCE

Bbox 661

free 286

orange 526

neufbox 555

BELGIQUE

numericable 288

UK

sky 218

VoxAfrica, un autre regard sur l'Afrique!

/VOXAFRICA

@VOXAFRICA

www.voxafrica.com

Energie : ces barrages qui vont illuminer le Cameroun en 2016

Malgré les nombreuses ressources énergétiques dont il dispose, le Cameroun souffre de problèmes d'énergie électrique. Les ménages, les entreprises, les services publics ou encore les industries, tous en pâtissent. Personne n'est épargné. Pourtant, le pays est identifié comme l'un des plus grands détenteurs (deuxième après la RDC) de potentiel hydroélectrique en Afrique avec 994 terawatts, près de 12 000 MW. A ce jour, la production énergétique du pays est d'environ 1145 MW (929 MW pour AES Sonel et 216 MW pour la KPDC), alors que la demande, elle, évolue de 6% à 8% chaque année, d'après AES-Sonel, le concessionnaire du service public de l'électricité depuis 2001. Soit un besoin supplémentaire annuel d'environ 30 MW. Le déficit énergétique du pays, selon le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), constitue d'ailleurs le principal obstacle à l'investissement.

Le gouvernement, qui reconnaît que ce problème fait perdre au pays des points de croissance, veut changer la donne. C'est ainsi qu'en 2012, comme l'avait annoncé Paul Biya, de nombreux projets, longtemps classés dans les tiroirs ou ayant juste le nom éternel de projet, ont été lancés et sont aujourd'hui en cours de réalisation. On peut ainsi citer le barrage de retenue d'eau de Lom Pangar, le barrage hydroélectrique de Memve'ele, la centrale hydroélectrique de Mekin, ou encore l'extension de la centrale à gaz de Kribi. Une fois mis en service, ces ouvrages devraient donner un visage plus avenant au Cameroun, car le pays serait désormais mieux éclairé et mieux doté en énergie.

Et ce, en attendant encore le lancement effectif des nombreux autres projets qui, justement, ont encore le nom de projet ou qui sont en étude ou en quête de partenaires et de financements. Ce dossier dresse un état des lieux et focalise sur ces barrages et centrales qui sont déjà en cours de réalisation. Quels sont les enjeux de ces ouvrages ? Quel est leur niveau de réalisation ? Répondront-ils aux attentes des Camerounais et des investisseurs étrangers ? Ce panorama apporte des esquisses de réponses. Bonne lecture !

Beaugas-Orain Djoyum

Un potentiel énergétique colossal mais un déficit persistant

Le pays vit un paradoxe. Alors qu'il dispose du 2ème potentiel énergétique en Afrique au sud du Sahara, le Cameroun ploie sous les coupures répétées d'électricité depuis des années.

Entre janvier et mars 2013, le Cameroun a pratiquement vécu dans le noir. A l'origine de cette énième période d'interruptions répétées de la distribution de l'énergie électrique, l'incapacité d'AES-Sonel, l'entreprise concessionnaire de la production, du transport et de la distribution depuis 2001, à produire suffisamment d'électricité pour tous. Surtout pendant la période d'étiage, qui rime avec la saison sèche et qui est caractérisée par la baisse du niveau d'eau dans la Sanaga, dont les eaux alimentent le barrage de Songloulou, à partir duquel l'électricité distribuée dans tout le sud du pays est produite.

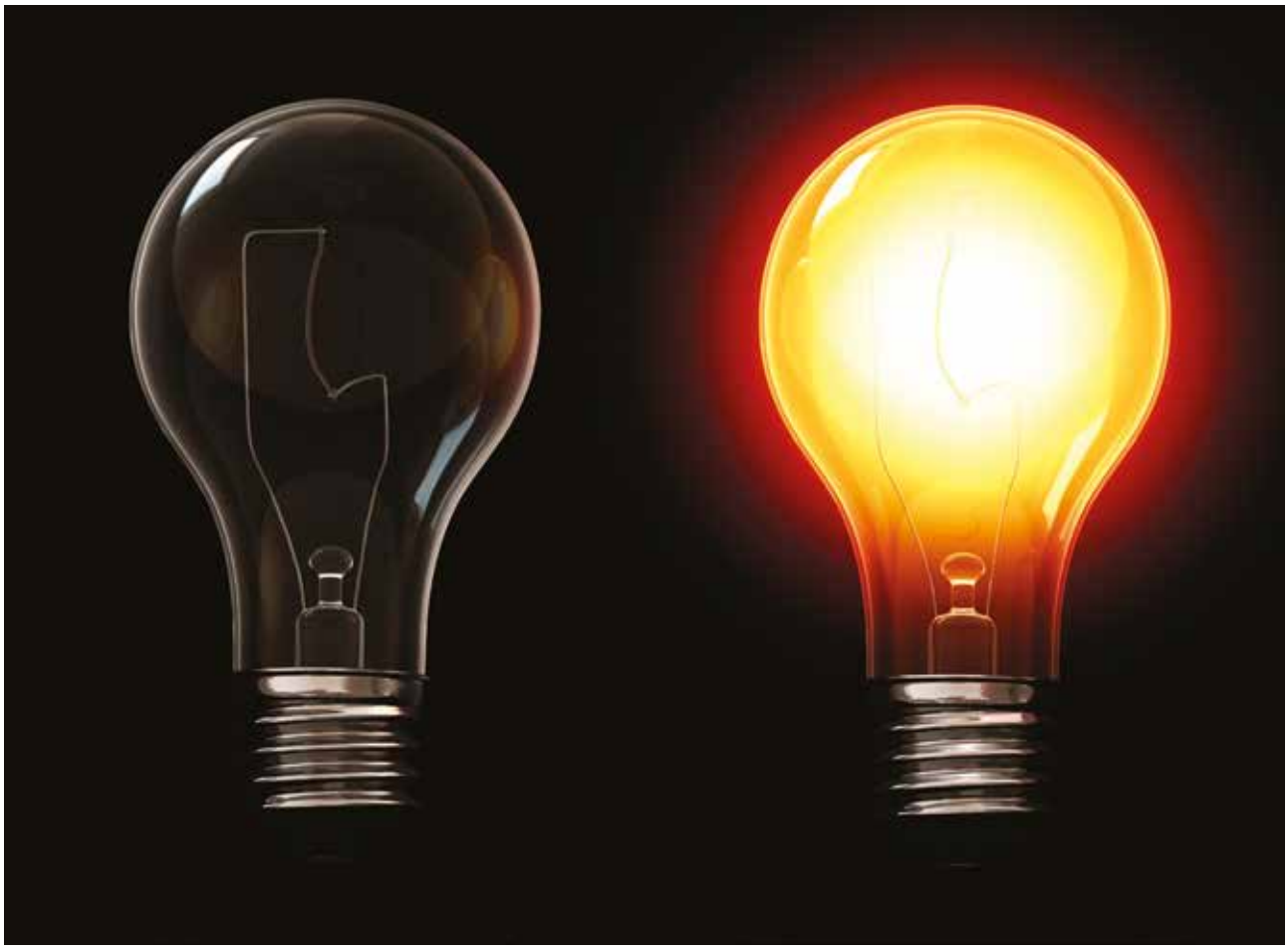
LE BON COUPABLE

Mais cette année, alors que les Camerounais n'étaient pas surpris par ce *remake* des coupures d'électricité, AES-Sonel semblait avoir trouvé le bon coupable : la centrale à gaz de Kribi construite par KPDC, une filiale du groupe AES, n'avait pas pu entrer en activité comme prévu en décembre 2012 du fait de l'incapacité de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) de livrer du gaz à cette nouvelle centrale comme convenu. Conséquence, dans un communiqué de presse fin février 2013, au moment ou certaines populations de Douala descendaient déjà dans la rue pour réclamer l'électricité, Jean David Bilé, le DG d'AES-Sonel, confessait qu'en l'absence des 216 MW de la centrale à gaz de Kribi la production d'électricité au Cameroun en janvier 2013 a culminé à 620 MW, contre une demande estimée à 772 MW, soit un déficit de production de 152 MW.

Le Gicam démontre que les coupures d'électricité sont le principal obstacle au développement des entreprises au Cameroun. D'ailleurs, le gouvernement reconnaît lui-même que le déficit énergétique fait perdre au pays un demi-point de croissance chaque année.

ET POUR FINIR, UNE AVARIE…

Pis encore, dans le même communiqué, le DG d'AES Sonel annonçait que le déficit de production se situerait à 125 MW en février, et à 121 MW au mois de mars 2013. Dans le même temps, les quatre centrales mises en place dans le cadre du Programme thermique d'urgence (PTU) du gouvernement étaient toutes à l'arrêt pour factures de carburant impayées. Aussi donnait-il rendez-vous aux Camerounais en avril 2013 pour un retour à la normale avec le démarrage des groupes électrogènes de la centrale à gaz de Kribi. Mais en avril, c'est une avarie qui était signalée dans l'un des groupes, plongeant à nouveau le pays dans le noir. Cette situation est vécue avec acuité au Cameroun depuis 2001, date de la reprise de la Société Nationale d'Electricité (Sonel) par le groupe américain AES. Avec ses conséquences désastreuses pour l'économie.



UN DEMI-POINT DE CROISSANCE PERDU CHAQUE ANNÉE

En effet, soutient Kameni Djouteu, consultant sur les questions d'énergie électrique, « *la fourniture de manière interrompue de l'énergie électrique cause beaucoup de pertes à l'économie nationale, notamment aux industries, ménages, commerces, administrations, etc* ». A en croire ce dernier, « *depuis la crise énergétique de 2002 jusqu'en 2012, le Cameroun a déjà enregistré des pertes de plus de 1000 milliards de francs CFA* », soit près du tiers du budget actuel du pays, qui est pourtant doté du 2ème potentiel énergétique en Afrique sub-saharienne derrière la RDC. Pour étayer son propos, Kameni Djouteu affirme par exemple « *qu'une boulangerie située à Akwa, centre commercial de la ville de Douala, perd environ 500 000 francs CFA par jour en cas de coupure d'électricité, et doit supporter 100 000 francs CFA de carburant pour alimenter le groupe électrogène acquis pour pallier les coupures d'énergie* ». En période de classe, révèle-t-il encore, « *l'Université de Douala dépense 75 litres de carburant par heure (le litre coûte 569 FCFA) chaque fois que la fourniture de l'énergie électrique est interrompue par AES-Sonel* ».

« Une boulangerie située à Akwa, centre commercial de la ville de Douala, perd environ 500 000 francs CFA par jour en cas de coupure d'électricité, et doit supporter 100 000 francs CFA de carburant pour alimenter le groupe électrogène. »

OBSTACLE N° 1

L'incidence sur les entreprises de ces coupures causées par le déficit de production, les pannes récurrentes sur le réseau de distribution, les pertes d'énergie (selon une étude réalisée par la délégation de l'Union européenne au Cameroun, 6,5% des pertes sont enregistrées lors du transport et 29% pendant la distribution de l'électricité) viennent d'ailleurs d'être dénoncées par le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam). Dans une étude commandée en 2012 à la représentation régionale du Bureau international du travail (BIT) et présentée le 10 mai 2013 à Douala, le Gicam démontre que les coupures d'électricité sont le principal obstacle au développement des entreprises au Cameroun. D'ailleurs, le gouvernement camerounais reconnaît lui-même, via le Ministère de l'économie, que le déficit énergétique fait perdre au pays un demi-point de croissance chaque année. D'où l'intérêt de tous les projets énergétiques (barrages de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin, centrale à gaz de Kribi…) qui fleurissent dans le pays depuis quelques années.

Brice R. Mbodiam

Lom Pangar : le projet le plus énergisant de l'industrie camerounaise !

Cette infrastructure d'une capacité de retenue d'eau de 7 milliards de mètres cubes, au bas de laquelle sera construite une usine de production d'électricité d'une capacité de 30 MW, est le véritable point de départ de la croisade contre le déficit énergétique au Cameroun. Coût du projet : 238 milliards de francs CFA.

« *Le barrage de Lom Pangar est l'un des projets déclencheurs et structurants du 3ème cycle d'industrialisation du Cameroun.* » Ainsi s'exprimait Célestin Ndonga, alors DG d'Electricity Developement Corporation (EDC), le 15 mai 2009 à Deng Deng (localité située à 90 km de la ville de Bertoua), lors de l'ouverture de la route de 30 km qui conduit au site du futur barrage. L'ingénieur centralien avait alors saisi cette occasion, qui était aussi le tout premier acte concret de ce projet, pour présenter son importance socioéconomique. En effet, confient les experts des questions énergétiques, « *avec une capacité de retenue d'eau de 7,25 milliards de mètres cubes grâce à son extension sur une superficie de 540 km², le futur barrage de Lom Pangar, véritable mer en pleine forêt équatoriale, va cumuler à lui tout seul les capacités de retenue des barrages de Mapé, Mbakaou et Bamendjin* ». Une caractéristique qui fait aussi de cet ouvrage le catalyseur de l'exploitation optimale des barrages hydroélectriques de Songloulou et d'Edéa, lesquels seront susceptibles de « *générer en aval, grâce à l'amélioration des débits, un surplus de puissance d'environ 170 mégawatts sans investissements additionnels* », avait expliqué l'ex-DG d'EDC, l'entreprise bras séculier de l'Etat du Cameroun dans les projets énergétiques.

EXTENSION D'ALUCAM

Aussi bien chez Rio Tinto Alcan (actionnaire majoritaire d'Alucam, le géant de l'aluminium au Cameroun) que chez EDC, l'on s'accorde également à reconnaître que la construction du barrage de Lom Pangar, qui va coûter 238 milliards de francs CFA, conditionne la faisabilité du projet d'extension d'Alucam, en favorisant la construction de la centrale hydroélectrique de Natchigal, d'une puissance de 330 mégawatts, extensible à 450 mégawatts. En effet, cette société qui consomme actuellement environ 50% de l'énergie produite par AES-Sonel envisage de tripler sa production en la faisant passer de 90 000 à 300 000 tonnes d'aluminium par an. Avec comme conséquence directe la création de milliers d'emplois grâce à la mise en place d'une véritable filière aluminium au Cameroun.

« Le barrage de Lom Pangar est l'un des projets déclencheurs et structurants du 3ème cycle d'industrialisation du Cameroun. »

DESSERTE LOCALE

Le projet de construction du barrage de Lom Pangar intègre aussi la mise en place, au pied de cet ouvrage, d'une usine de production capable de générer 30 MW d'électricité. Cette énergie, apprend-on, va permettre la construction d'une ligne électrique entre Lom Pangar et Bertoua (plus de 90 km), afin de desservir plusieurs localités de la région de l'Est en électricité, et d'envisager avec plus de sérénité les retombées et la conduite des

projets miniers et forestiers en cours dans cette partie du pays (fer de Mbalam, exploitation à l'échelle industrielle de l'or à Bétaré Oya et du diamant de Mobilong, mise en place d'un cluster bois dans le cadre du programme de compétitivité des filières de croissance financé par la Banque mondiale, etc.). « *Avec le projet de Lom Pangar, c'est une étape majeure qui est franchie au Cameroun : il s'agit d'étendre l'accès à l'électricité pour les particuliers et les entreprises, d'abaisser les coûts, d'attirer de nouveaux investisseurs et d'améliorer en toutes saisons la fiabilité de la fourniture électrique dans le pays. Ce projet apporte la preuve que l'hydroélectricité est une énergie propre, abondante, renouvelable et d'un coût abordable, et qu'elle peut jouer un rôle de premier plan dans la résolution de la crise énergétique en Afrique* », a déclaré la Nigériane Obiageli K. Ezekwesili, vice-présidente de la Banque mondiale pour la région Afrique. C'était lors d'une visite au Cameroun en 2012. Révélation du ministre camerounais de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, lors de la signature de l'accord de financement avec la Banque mondiale : Lom Pangar favorisera l'électrification de 105 localités, ce qui équivaut, précise-t-il, à 10 000 ménages.

Brice R. Mbodiam

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LA FIN DES TRAVAUX EN 2014

Sur le site de construction du barrage de retenue de Lom Pangar, dans la région de l'Est du Cameroun, la tension semble avoir définitivement baissé entre les ouvriers et techniciens camerounais et les responsables chinois de l'entreprise China Water Electric and Engineering Corporation (CWE), l'adjudicataire du marché de construction de la plus grande et plus importante infrastructure énergétique jamais réalisée sur le territoire camerounais. Après les grincements de dents des ouvriers nationaux sur leurs conditions de travail, lesquelles récriminations s'étaient faites jour à la veille de la cérémonie de pose de la première pierre de cet ouvrage par le chef de l'Etat camerounais Paul Biya le 3 août 2012, les ouvriers camerounais de Lom Pangar et les Chinois de CWE semblent s'être accordés, et se concentrent désormais sur un défi immédiat et majeur : la dérivation du fleuve Lom, opération qui constitue la phase la plus importante du projet Lom Pangar, selon les experts.

En effet, soutiennent les ingénieurs, le succès de cette opération est déterminant pour le respect des délais de livraison du barrage, dont la mise en eau partielle est prévue fin 2014. Afin de mettre toutes les chances de son côté pour la réussite dans les délais de l'opération de dérivation du Lom, Théodore Nsangou, le directeur général d'Electricity Developement Corporation (EDC), maître d'ouvrage de ce gigantesque projet, a annoncé lors d'une descente sur le terrain en avril 2013 « *l'arrivée imminente de 150 nouveaux ingénieurs et travailleurs chinois, ainsi que le recrutement de centaines de nouveaux ouvriers camerounais* » pour accélérer les travaux. En effet, selon un rapport d'activités d'EDC daté de janvier 2013 et dont l'Agence Ecofin a eu copie, la livraison dans les délais du barrage de Lom Pangar nécessite un effectif total de 1400 employés, dont 300 Chinois et 1100 Camerounais.

Satisfecit des bailleurs de fonds

Pourtant, au mois de janvier 2013, l'on en était encore, révèle ledit rapport, à 800 employés camerounais et 180 Chinois, dont la qualité du travail effectué depuis l'ouverture du chantier a été appréciée au cours d'une visite sur le site effectuée en mars 2013 par les bailleurs de fonds du projet. Descente sur le terrain au terme de laquelle les représentants de la Banque mondiale (66 milliards de francs CFA), de la Banque européenne d'investissement (19,7 milliards de francs CFA), de la Banque africaine de développement (33 milliards de francs CFA), de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (20 milliards de francs CFA) et de l'Agence française de développement (39,3 milliards de francs CFA) se sont unanimement dits satisfaits de la progression et de la qualité des travaux, tout en promettant d'œuvrer pour que les financements restant à débloquer le soient dans des délais raisonnables. Ce d'autant que l'autre obstacle qui pouvait se dresser sur le chemin de la finalisation sereine des travaux de construction du barrage de retenue de Lom Pangar, d'un coût global de 238 milliards de francs CFA (l'Etat du Cameroun y a mis lui-même 59,6 milliards sur les 200 de l'emprunt obligataire de 2010) est pratiquement levé. Il s'agit des travaux d'adaptation du pipeline Tchad-Cameroun au futur barrage.

La qualité du travail effectué depuis l'ouverture du chantier a été appréciée au cours d'une visite sur le site effectuée en mars 2013 par les bailleurs de fonds du projet.

En effet, a-t-on appris dans un communiqué publié mi-juin par Adolphe Moudiki, président du Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP), les travaux, qui consistaient à déplacer la partie de l'oléoduc Tchad-Cameroun se trouvant sur le site du futur barrage de Lom Pangar, sont aujourd'hui réalisés à 80%. Le financement de cette opération, d'un coût de 40 milliards de francs CFA, a finalement été consenti par l'Etat du Cameroun et la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO), l'entreprise qui gère le pipeline Tchad-Cameroun côté camerounais.

Avec le barrage de Memve'ele, « *l'espoir apparaît enfin* »

Selon le président de la République Paul Biya, les problèmes de délestages au Cameroun vont diminuer avec ce projet qui va apporter 201 MW supplémentaires et dont les travaux s'achèvent en 2016.

En 2016, le barrage hydroélectrique de Memve'ele, dans la région du Sud, apportera 201 MW de puissance supplémentaire à la capacité actuelle. Les travaux de réalisation de cet ouvrage ont été lancés par le président de la République le 15 juin 2012. Un peu plus d'an après, en juillet 2013, les travaux avancent. A l'unité opérationnelle du projet, on explique que la route qui sert de voie d'accès pour parvenir aux différents sites du projet, et qui relie Nyabizan à Memve'ele à travers le pont flottant qui y a été érigé, est déjà fonctionnelle. « *L'immense base qui abrite l'ensemble des infrastructures d'habitation et les bureaux fait aussi autorité. Cet ensemble dispose aujourd'hui de toutes les commodités nécessaires à la vie, notamment les voies d'adduction d'eau, l'électrification ainsi que toutes les autres infrastructures qu'impose la construction d'un tel ouvrage, à savoir un centre de santé, des restaurants et un garage complet pour l'entretien des engins et véhicules* », précisait également en juillet dernier Alain Bertrand Angono, l'un des responsables de la cellule d'appui à la réalisation du projet du barrage.

« *Ce déficit énergétique a lourdement pénalisé notre secteur industriel et notre secteur tertiaire* », reconnaît le chef de l'Etat.

D'UNE RIVE À L'AUTRE

Le barrage sera construit sur le fleuve Ntem, au sud du Cameroun, à proximité de la frontière avec la Guinée équatoriale et du parc national de Campo Ma'an. Le site, où l'on observe de magnifiques chutes avec environ 35 mètres de dénivelés naturels, sera mis à profit. Il s'agira concrètement de construire un barrage en remblai homogène d'une hauteur de 20 m et d'une longueur de crête de 1850 m qui servira de pont pour la circulation et le passage d'une rive à l'autre. Il couvrira la rive droite du fleuve Ntem, dans la région du Sud, sur une superficie de 1480 hectares, et 5220 hectares sur la rive gauche. Le barrage hydroélectrique de Memve'ele fournira 201 MW en période de pointe (entre 18h et 22h).

Sa mise en service est prévue en 2016, année au cours de laquelle Sinohydro Corporation Ltd, l'entreprise chinoise, promet de ter-

miner ses travaux. L'entreprise a prévu 54 mois pour sa réalisation. Le projet est évalué à environ 420 milliards FCFA. Le Chinois China Eximbank a accordé un prêt de 243 milliards FCFA à cet effet. Le Cameroun participe à hauteur de 65 milliards, et la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 112 milliards FCFA.

DÉLESTAGES

Les premiers bénéficiaires de ce projet sont les populations de la région du Sud, les industries, les administrations publiques, ainsi que la Guinée équatoriale et le Gabon dans le cadre de l'interconnexion sous-régionale. Avec la construction de ce barrage, « *l'espoir apparaît enfin* », avait lancé Paul Biya en juin 2012 lors de la pose de la première pierre de cet ouvrage. Il avait au préalable constaté que la pénurie d'électricité que vit le pays « *a eu pour conséquences de rendre insupportable la vie quotidienne d'une grande partie de notre population. Mais les délestages, parfois prolongés, ont parfois pénalisé le fonctionnement de l'administration, des services sociaux tels que les hôpitaux, et même les organismes de sécurité quand ils n'ont pas provoqué des pertes en vies humaines et des dégâts matériels. Certes, ces délestages de l'énergie électrique n'ont hélas pas disparu. Mais l'espoir apparaît enfin.* » En effet, sans énergie, « *il ne peut y avoir de développement véritable, il ne peut y avoir d'industrie, il ne peut y avoir de transformation de nos matières premières agricoles ou minérales, et il ne peut y avoir d'économie moderne* », relevait Paul Biya. « *Ce déficit énergétique a lourdement pénalisé notre secteur industriel et notre secteur tertiaire* », reconnaît-il. Pour le président camerounais, le lancement de ce projet marque « *une nouvelle phase de notre développement hydroélectrique qui commence ou plutôt qui recommence* ».

Beaugas-Orain Djoyum

Les premiers bénéficiaires de ce projet sont les populations de la région du Sud, les industries, les administrations publiques, ainsi que la Guinée équatoriale et le Gabon dans le cadre de l'interconnexion sous-régionale.

QUELQUES COMPOSANTES DU BARRAGE DE MEMVE'ELE

La côte de retenue normale : 392 m d'altitude
La puissance installée : 201 MW
Production : 1140 GWh/an
Deux évacuateurs de crues : 81 et 106 m de longueur respectivement
Un canal d'amenée trapézoïdal : 2400 m de longueur
Quatre turbines de 51,6 MW
Quatre alternateurs de 50 MW
Quatre transformateurs élévateurs 225/11KV de 56 MVA de capacité
Deux tunnels
L'aménagement dispose enfin d'un ouvrage de restitution des eaux en aval des chutes naturelles, qui restitue le débit turbiné au fleuve au niveau des Gorges du Ntem. Les ouvrages d'évacuation d'énergie sont constitués d'une ligne haute tension (HT) devant relier l'usine de production à un poste d'interconnexion à Yaoundé, avec un poste de transformation et d'interconnexion prévu à Ebolowa, dans la région du Sud.
Source : http://projetmemveele.org

Centrale à gaz de Kribi : monter en puissance jusqu'à 330 MW

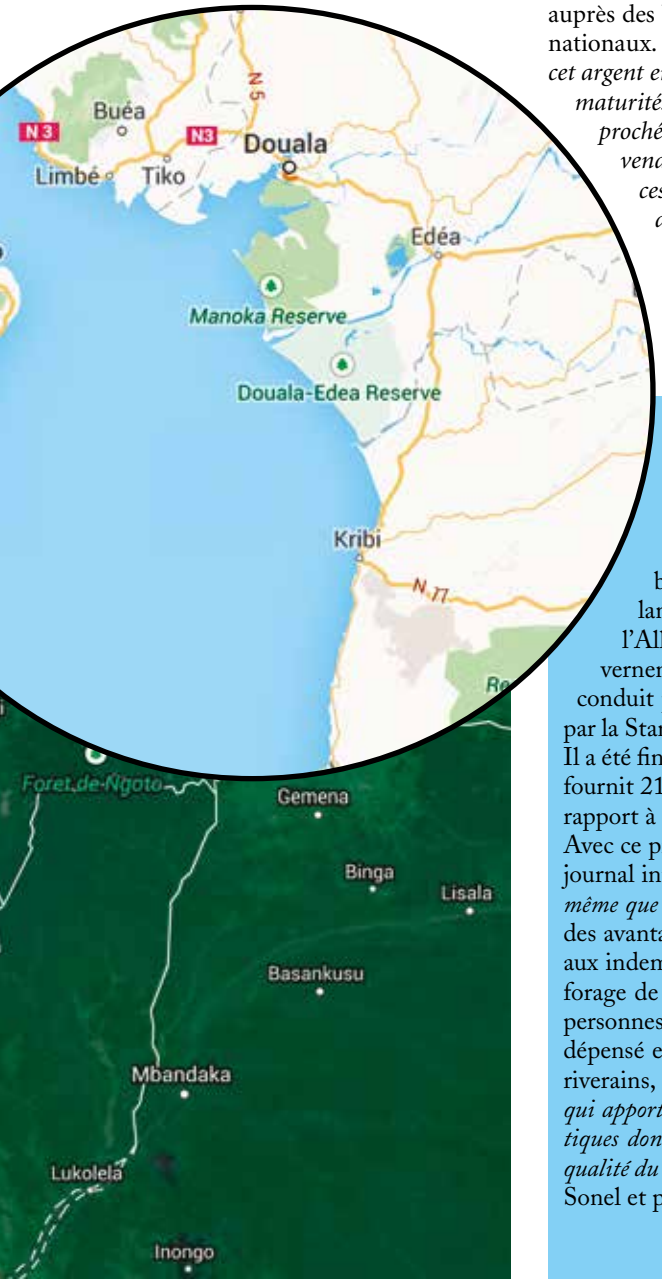
A la demande du gouvernement camerounais, la Kribi Power Development Corporation (KPDC), filiale du groupe américain AES, a accepté l'extension de cette usine de 216 MW. Un projet de 15 milliards FCFA.

Le conseil d'administration de KPDC, réuni en session ordinaire le 24 janvier 2013 à Yaoundé, a adopté l'extension de la centrale à gaz de Kribi. En réalité, les membres du conseil ont simplement validé une idée émise par le ministre de l'Energie et de l'Eau (Minee) lors de la descente sur le terrain effectuée sur le site de cette usine à Mpolongwe le 10 janvier 2013. Ainsi, à la demande du gouvernement, qui a anticipé des retards dans la construction des centrales hydroélectriques de Lom Pangar (Est) et de Memve'ele (Sud), la KPDC, filiale de l'entreprise camerounaise d'électricité AES-Sonel, va porter la capacité de la centrale thermique à gaz de la cité balnéaire de Kribi, qui est de 216 mégawatts (MW), à 330 MW, soit 114 MW supplémentaires. Il s'agit d'utiliser de façon optimale les équipements installés par les ingénieurs de Wartsila lors de sa construction.

Le directeur général de KPDC, Hans Francis Simb Nag, a aussitôt, au cours de la session du conseil extraordinaire susdit, reçu l'instruction de conduire une étude à cet effet, et de présenter les résul-

216 MW, c'est 20% d'énergie supplémentaire, soit la consommation totale ou même un peu plus de Yaoundé en période de pointe.

tats dans un bref délai. Selon lui, la centrale à gaz de Kribi, « *c'est 216 MW de capacité additionnelle dans le réseau électrique du pays* ». Ce qui, poursuit-il, « *représente, en valeur relative, 20% de plus d'énergie supplémentaire, soit la consommation totale ou même un peu plus de Yaoundé en période de pointe* ». Cette capacité, à défaut de régler le déficit énergétique, relève-t-il, contribuera à la réduction durable des délestages. Cette opération d'extension, souffle une source interne à KPDC, devra en principe coûter la bagatelle somme de 15 milliards FCFA.



EN QUÊTE DE 15 MILLIARDS FCFA

D'après Basile Atangana Kouna, cet argent devrait être mobilisé auprès des banques locales qui, réunies en consortium, ont déjà accompagné le groupe AES Corp dans le projet de construction de cette infrastructure, en plus des ressources levées auprès des bailleurs de fonds internationaux. « *Il est difficile de trouver cet argent en ce moment ; lorsque les maturités d'un crédit sont rapprochées, il devient difficile de vendre l'énergie à un prix accessible ; donc on sera obligé de répercuter le coût des investissements sur les consommateurs pour permettre de tenir les délais de remboursement. Néanmoins, on va étudier la question avec sérieux, surtout que le ministre demande qu'on le fasse pour optimiser la capacité de production de la centrale. Ce n'est pas impossible, mais c'est un peu difficile* », indiquait un cadre de KPDC à notre confrère de *Mutations*, au sortir du conseil d'administration du 24 janvier 2013. Comme pour dire qu'il ne s'agit pas là d'une équation facile à résoudre.

Si l'on s'en tient au communiqué ayant sanctionné cette session, les études prescrites au directeur général devaient être soumises au conseil dans un délai de trois mois. C'est-à-dire en mars dernier. Mais, pour l'instant, aucune information ne filtre sur les conclusions de cette étude. « *Pour le moment, malheureusement on ne peut pas répondre à vos questions. La seule chose certaine est que le gouvernement a demandé à AES de lancer le projet d'extension. AES l'accepte. C'est là ou nous en sommes* », confie un haut cadre d'AES-Sonel proche du dossier.

UNE ŒUVRE DU GROUPE AES ET DU GOUVERNEMENT

La centrale thermique à gaz de Kribi, c'est 2000 emplois générés au total pendant la phase de construction, pour des revenus qui sont allés aussi bien aux entreprises locales qu'à des sociétés étrangères, notamment la Finlandaise Wartsila, qui a assuré la construction de l'infrastructure, ou encore l'Allemande Siemens. Cette centrale est une œuvre du groupe AES et du gouvernement, avec le soutien d'un groupe d'institutions financières internationales conduit par la Banque mondiale, ainsi que d'un groupe de banques locales conduit par la Standard Chartered Bank. Le coût total du projet est de 173,2 milliards FCFA. Il a été financé par le groupe AES à 56%, et à 44% par l'Etat du Cameroun. L'ouvrage fournit 216 MW supplémentaires, ce qui augmente les capacités du pays de 58% par rapport à 2001.

Avec ce projet, indique le directeur technique de KPDC, Jérémie Bitanga, cité par le journal interne d'AES-Sonel *Aes2day*, « *la ville de Kribi a commencé à bénéficier, avant même que la centrale ne soit mise en service, d'une énergie plus stable* ». Dans le registre des avantages, le directeur technique de KPDC mentionne également le volet relatif aux indemnisations et à la réalisation des ouvrages communautaires. Entre autres, le forage de 21 puits le long du projet entre Kribi et Edéa, le recasement de plusieurs personnes situées dans le corridor, avec des maisons modernes. Au total, KPDC aura dépensé environ 2,5 milliards FCFA pour le dossier relatif au dédommagement des riverains, a-t-on appris. « *Kribi nous permet de disposer d'une puissance thermique à gaz qui apporte la diversité dans nos sources de production d'*électricité face aux a*léas climatiques dont souffre l'hydraulique, et cela aboutira en fin de compte à l'amélioration de la qualité du service à nos clients* », a commenté Jean David Bilé, directeur général d'AES-Sonel et président d'AES pour l'Afrique (Africa Power Company).

Hervé B. Endong

AES-Sonel : « *Le mot délestage fait désormais partie du passé* »

D'après Jean-Pierre Moudourou, directeur central des opérations commerciales d'AES-Sonel, la nouvelle centrale à gaz de Kribi résout une bonne partie des problèmes énergétiques du Cameroun. Il s'exprime par ailleurs sur la polémique d'une distribution prioritaire à Alucam et sur l'offre énergétique.

Votre entreprise a reçu il y a quelques mois le prix international Edison 2012 pour la qualité de son programme d'investissements au Cameroun. Vous revendiquez d'ailleurs avoir investi 600 milliards de francs CFA depuis votre arrivée au Cameroun en 2001. Certains ont estimé que ce n'était pas normal, dans la mesure où AES-Sonel recevait ce prix au moment où le pays souffrait et souffre de délestages. Est-ce un motif de fierté malgré l'insatisfaction des populations ?
Jean-Pierre Moudourou : Nous avons l'obligation de connecter tout Camerounais résidant dans le périmètre concédé au réseau. C'est ce que nous nous efforçons de faire. Pour votre information, nous connectons en moyenne 50 000 à 60 000 clients chaque année. Nous avons aujourd'hui 862 000 abonnés connectés au réseau. Nous allons probablement atteindre le chiffre de 900 000 à un million de clients d'ici la fin d'année. C'est-à-dire en début 2014. Donc, nous avons fait énormément de progrès. Maintenant, il faut savoir que notre périmètre concédé n'est pas l'ensemble du territoire camerounais, mais un périmètre concédé dans lequel nous avons l'obligation de servir les Camerounais.

« Avec la mise en service de Kribi, qui apporte 216 mégawatts supplémentaires sur la capacité disponible pour le réseau, le mot délestage fait désormais partie du passé. En revanche, il peut arriver des pannes sur le réseau. »

Mais, même dans le périmètre concédé l'on vit toujours des coupures d'électricité et des délestages, à Douala ou encore à Yaoundé… Qu'est-ce qui fait problème ?
JPM : Le délestage en tant que tel est terminé. Avec la mise en service de Kribi, qui apporte 216 mégawatts supplémentaires sur la capacité disponible pour le réseau, le mot délestage fait désormais partie du passé. En revanche, il peut arriver des pannes sur le réseau. Cela peut être un transformateur ou un câble surchargé qui lâche. Ou encore un déclenchement sur un départ parce qu'il y un défaut en ligne. Cela peut arriver. Mais les délestages en tant que tel, c'est terminé.

> ***« Nous avons une demande qui croît de 6 à 7% chaque année. Nous nous efforçons de la servir. »***

Mais avant-hier, il y a eu coupure d'électricité dans notre quartier…
JPM : C'est ce que je vous ai expliqué. Ce ne sont pas des délestages,

ce sont des problèmes ponctuels, des pannes. Le délestage signifie que l'on suspend le service de l'électricité au client parce que l'offre n'est pas suffisante pour servir tout le monde. Et je vous dis que cela est fini. Ce qui peut arriver maintenant, ce sont des pannes. Ce ne sont pas des délestages au sens technique du terme.

Peut-on dire que les Camerounais ne seront donc plus victimes de délestages ?
JPM : Disons qu'AES-Sonel fait tout ce qui est en son pouvoir pour satisfaire la demande au regard de sa clause contractuelle. Ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que la demande est couverte. On n'a plus de problèmes de déficit de capacité au moment où nous parlons. Quant à la question de savoir s'il n'y aura plus de délestages, c'est une question d'investissement. La demande, elle, continue à croître. Il faut que les investissements suivent. C'est pour cela que j'indiquais que dans le système électrique national, l'Etat et AES-Sonel sont des partenaires. Il n'est d'ailleurs pas exclu que d'autres producteurs viennent investir dans le domaine de la production énergétique.

Quel est le pourcentage annuel d'évolution de la demande énergétique au Cameroun ?
JPM : Nous avons une demande qui croît de 6 à 7% chaque année. Nous nous efforçons de la servir. Nous venons d'ajouter, à travers notre filiale KPDC (Kribi Power Development Company), 216 MW avec la centrale à gaz de Kribi. De son côté, l'Etat est également en train de s'investir, nous allons continuer à travailler avec l'Etat pour pouvoir satisfaire la demande nationale.

Aujourd'hui, quelle est la capacité réelle de production d'AES-Sonel ?
JPM : Il faut savoir que contractuellement notre capacité de production est plafonnée à 1000 MW. C'est par exemple la raison pour laquelle nous avons créé la filiale de Kribi (KPDC, ndlr). Nous avons également créé la DPDC (Dibamba Power Development Company). Nous sommes au-delà de 900 MW, donc très proches de notre maximum.

La plus grande partie de production de la centrale à gaz de Kribi est-elle destinée à Alucam au lieu de desservir les populations camerounaises ?
JPM : La réponse à cette question est simple. Nous sommes là pour servir l'économie camerounaise, que ce soient des particuliers, des clients commerciaux ou encore des industries. Nous sommes là pour servir l'ensemble de nos clients. Et aujourd'hui, nous sommes en train de servir tout le monde. Je pense que c'est une approche erronée de dire que nous allons prioritairement servir Alucam (usine d'aluminium, Rio Tinto Alcan, ndlr). Nous servons d'abord une demande. Et nous planifions nos investissements en fonction de la demande, et l'Etat travaille avec nous dans ce secteur-là, parce que l'Etat investit aussi de son côté. Le but, c'est de satisfaire la demande. Si l'on servait les résidentiels seuls et que les industries n'étaient pas servies, où est-ce que les Camerounais iraient travailler ? C'est pour cela qu'il faut évoluer en termes de demande. Il y a une demande résidentielle, une demande industrielle et une demande commerciale. Il faut être capable de satisfaire toute cette demande pour le bien de l'économie nationale.

> ***« Le but, c'est de satisfaire la demande. Si l'on servait les résidentiels seuls et que les industries n'étaient pas servies, où est-ce que les Camerounais iraient travailler ? »***

Et aujourd'hui, toute cette demande est-elle satisfaite ? Tout se passe bien ?
JPM : Tout se passe bien. Nous sommes en train de satisfaire la demande. Nous avons des accords très précis avec des sociétés pour mettre à leur disposition l'énergie, et il n'y a pas de souci.

En ce moment, l'on parle de plus en plus d'un probable départ d'AES-Sonel du Cameroun. Si jamais ce départ se concrétise, quel serait d'après vous le bilan d'AES-Sonel au Cameroun pendant plus de dix ans de service ?
JPM : Je pense qu'il est très tôt pour faire le bilan, parce qu'AES-Sonel n'est pas encore partie. Si les choses se concluent, il sera temps d'en parler. Ce n'est pas encore le moment.

Les populations sont également préoccupées par les coûts du KW/h, que certains estiment élevés et qui ont connu il n'y a pas longtemps une augmentation. Peut-on envisager une réduction de ces coûts à l'avenir ?
JPM : L'une des solutions réside dans ce qu'on appelle le rendement de distribution, c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à facturer l'énergie consommée. Si ce rendement s'améliore, on peut arriver à une stagnation de prix, ou même à une réduction. L'autre piste de solution, c'est la nature de l'investissement. L'énergie hydroélectrique coûte moins cher que l'énergie thermique par exemple. Donc, cela dépend également du mix que l'on fait entre le thermique, l'hydraulique et même le gaz. Par ordre de cherté, il y a le fuel lourd, le gaz et l'hydroélectrique au plus bas. Si l'Etat continue donc à investir dans l'hydroélectrique, cela peut amener à une stabilisation, voire à une réduction des prix, si parallèlement le rendement de distribution s'améliore.

Propos recueillis par
Beaugas-Orain Djoyum

Pour les consommateurs, « *AES-Sonel n'a pas été à la hauteur* »

Charles Ngah Nforgang, coordonateur du Réseau associatif des consommateurs de l'énergie (Race), apprécie les projets énergétiques en cours de réalisation, mais estime que le bilan du concessionnaire du service public d'électricité laisse à désirer.

Comment évaluez-vous le bilan d'AES-Sonel jusqu'ici ?
Nous constatons pour le déplorer qu'AES-Sonel n'a pas été à la hauteur des attentes des consommateurs de l'électricité que nous sommes et refusons de rentrer dans la bataille des chiffres et autres statistiques. Elle veut nous faire croire qu'elle a fait mieux que ce que prévoyait son cahier des charges, et pourtant la qualité du service reste médiocre. Ce qui intéresse le consommateur, et ce dont nous réclamons, c'est l'accès à une électricité de qualité, en continu et à moindre coût. C'est aussi le respect des obligations du fournisseur vis-à-vis des clients que nous sommes et qui sont contenues dans un règlement de service qu'AES-Sonel ne respecte pas. L'Arsel, le régulateur, continue de jouer le jeu du fournisseur au détriment des consommateurs. Allez savoir pourquoi.
Pour les consommateurs de l'électricité, le bilan d'AES est négatif. Maintenant, AES-Sonel peut donner toutes sortes de raisons qui seront toujours loin de nous convaincre. Car, voyez-vous, avant de reprendre une société comme la Sonel, qui était, comme chacun sait, en difficulté, les futurs acquéreurs devaient faire toutes les études possibles. Ils en avaient le loisir, et nous voulons croire que c'est ce qu'AES a fait, d'évaluer le passif et l'actif et, si l'on pense pouvoir remplir le contrat qui est de réussir là où la précédente a échoué, alors on signe le contrat. AES, qui est une multinationale qui n'est pas à sa première concession dans ce sens, savait donc ce qui l'attendait.

« On peut construire des centrales hydroélectriques pratiquement dans tous les départements du pays. Mais au lieu d'investir sur ce créneau, AES s'est contentée de construire des centrales thermiques polluantes à souhait. »

Quelles solutions préconisez-vous pour qu'il y ait moins de délestages au Cameroun ?
Nous avons toujours pensé qu'AES-Sonel n'était pas outillée pour reprendre la Sonel. Il faut noter qu'elle est un spécialiste du thermique, or le thermique dans la plupart des cas est une solution de dépannage, une solution temporaire. Le Cameroun est arrosé par de nombreux cours d'eau. Notre pays a même le troisième potentiel hydrologique du continent. Ce qui veut dire qu'on peut construire des barrages, donc des centrales hydroélectriques pratiquement dans tous les départements du pays. Mais au lieu d'investir sur ce créneau, AES s'est contentée de construire des centrales thermiques polluantes à souhait qui, en plus, sont très gourmandes en énergies non renouvelables comme le pétrole ou le gaz. Il faut donc dans un premier temps revoir la politique d'investissement aujourd'hui pratiquée par AES-Sonel.

Dans un second temps et de façon urgente, il faut procéder à la relecture du contrat de concession qui lie AES-Sonel à l'Etat, qui à mon avis comporte beaucoup d'incongruités. En effet, il faut casser le monopole d'AES-Sonel, qui se situe d'un bout à l'autre de la chaîne. Précisément, il faut arriver à dissocier l'activité de production de celle du transport, et enfin de celle de la distribution. On aurait donc trois sociétés différentes concernées, chacune s'occupant d'une activité précise. Il faut aussi que l'Etat veille au respect du contrat de concession, et que les différents acteurs soient sanctionnés chaque fois que des dispositions légales et réglementaires sont violées. Tout cela ne peut être possible sans l'implication à tous les niveaux des consommateurs.

Comment entrevoyez-vous l'avenir avec les grands projets en cours ?
Il y a de très bonnes intentions, mais nous attendons de voir la fin de ces projets pour nous convaincre de ce que quelque chose pourrait changer. Vous devez savoir que l'Etat est non seulement l'associé d'AES-Sonel, mais aussi à l'origine de tous les désagréments que nous connaissons aujourd'hui. Gérer c'est prévoir, et ceux qui nous gouvernent n'ont pas pensé à un moment qu'il fallait investir dans le secteur énergétique pour faire face plus tard à la demande en énergie électrique qui devait automatiquement croître. Les consommateurs en paient le prix.

Recueillis par Hervé B. Endong

Hydro Mekin : huit communes et des pays voisins à électrifier

A travers la centrale hydroélectrique de Mekin, la première société publique d'énergie électrique va produire ses premiers mégawatts en décembre 2014 et alimenter les populations du Sud, puis celles du Gabon et de la Guinée équatoriale.

Les générateurs de la centrale hydroélectrique de Mekin ont été installés en juillet 2013. A cette date, trois turbines assemblées en Chine et destinées à cette centrale étaient déjà présentes au Cameroun. Guo

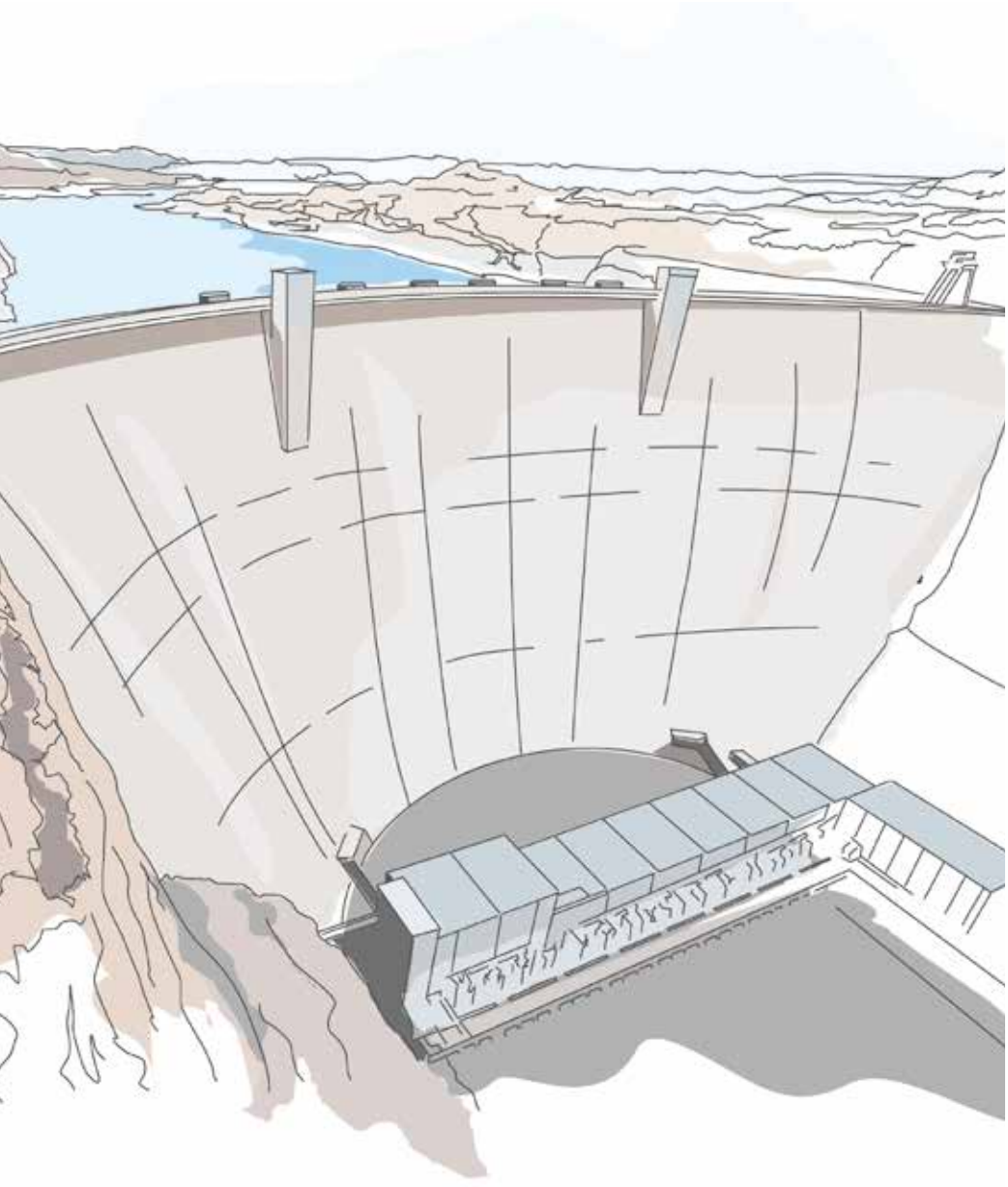
C'est le 7 janvier 2010 que Louis-Paul Motazé avait signé une convention de prêt préférentiel d'un montant de 22 milliards de francs CFA pour la construction de la centrale hydroélectrique de Mekin.

Dongsheng, le directeur général de la China National Electric Engineering Company (CNEEC), l'entreprise chinoise chargée de la construction de l'ouvrage, a confié à certains médias camerounais le 28 juillet dernier que les travaux de la centrale hydroélectrique de Mekin avançaient avec « *grande sérénité* ». Il expliquait alors que la construction était en cours de finition et que le calendrier qui prévoit la première mise en eau en décembre 2014 « *sera bel et bien respecté* ». Les travaux préliminaires avaient commencé en février 2012.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Toutefois, le chantier est parfois perturbé par les ouvriers camerounais de la CNEEC qui réclament un meilleur traitement et des conditions de travail décentes. Le directeur général de la société Mekin Hydroelectric Development Corporation (Hydro Mekin), Frédéric Biya Motto, a parfois mis la pression sur la CNEEC pour qu'elle soit davantage attentive aux conditions de travail des ouvriers. C'est ainsi que l'entreprise chinoise a offert en juillet dernier le matériel de couchage, de restauration, d'hygiène et de salubrité à ses employés. CNEEC a également promis la construction de toilettes modernes et d'une nouvelle cité pour ouvriers.

La centrale hydroélectrique de Mekin, dans la région du Sud, apportera 15 mégawatts d'énergie au Réseau interconnecté Sud. Le projet prévoit la construction d'un bar- ...



... rage sur l'embouchure des rivières Mekin et Dja avec une retenue d'eau en amont de 940 millions de mètres cube et une ligne d'évacuation d'énergie haute tension de 63 KW sur 40 km au lieu-dit Ndjom Yekombo (station d'interconnexion au RIS).

PRÊT PRÉFÉRENTIEL

C'est le 7 janvier 2010 que Louis-Paul Motazé, à l'époque ministre en charge de l'Economie, et Huang Changqing, l'ancien ambassadeur de la République populaire de Chine au Cameroun, au nom d'Exim Bank of China, avaient signé une convention de prêt préférentiel d'un montant de 337 millions de yuans chinois, soit environ 22 milliards de francs CFA pour la construction de la centrale hydroélectrique de Mekin. Centrale qui sera construite sur le fleuve Dja, à Meyomessala, dans le département du Dja et Lobo, région du Sud. Cette somme représente 85% du financement du projet, avec un taux d'intérêt de 2%. La convention de prêt prévoyait que l'Etat du Cameroun verse à l'entreprise d'exécution, la CNEEC, la somme de 5,4 milliards de francs CFA représentant les 15% restants.

Le projet prévoit la construction d'un barrage sur l'embouchure des rivières Mekin et Dja avec une retenue d'eau en amont de 940 millions de mètres cube.

HYDRO MEKIN

La centrale de Mekin permettra d'alimenter prioritairement l'ensemble des huit communes du département du Dja et Lobo. Il est envisagé que le barrage assure l'interconnexion électrique avec les pays voisins du Cameroun à l'instar du Gabon et de la Guinée équatoriale.

C'est la société Mekin Hydroelectric Development Corporation, créée par décret présidentiel le 18 octobre 2010, qui implémente ce projet. Une société particulière, car en plus de concevoir, financer, construire et exploiter la centrale hydroélectrique de Mekin et d'autres aménagements sur le bassin du Dja, ainsi que la mise en place des équipements et infrastructures associés liés à leur exploitation, elle peut également assurer le transport et la distribution de l'énergie, jusqu'à ce jour une exclusivité du groupe américain AES-Sonel, concessionnaire du service public de l'électricité depuis 2001. « *La nouvelle société d'énergie électrique sera chargée d'assurer la production, et éventuellement le transport, la distribution, la vente, l'exportation et l'importation de l'énergie électrique ; d'exercer toutes les activités ou opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières dans la République du Cameroun sous quelle que forme que ce soit, dès lors que ces activités peuvent se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires* », indique le décret présidentiel.

Société à capitaux publics, Hydro Mekin est placée sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'énergie et sous la tutelle financière du Ministère chargé des finances. Son capital social est de 500 000 000 FCFA et son siège social est situé à Yaoundé.

Beaugas-Orain Djoyum

camwater

PO.Box 524 Douala
Tél: (237) 33 42 96 84/ 33 43 72 96
Fax: (237) 33 43 72 70
web site: www.camwater.cm
E-mail: info@camwater.cm

LES MISSIONS DE LA CAMWATER

La Cameroon Water Utilities Corporation est une société à capital public, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, créée par décret n°2005/494/du 31 décembre 2005 signé par le Président de la République. Placée sous la tutelle technique du ministère chargé de l'eau et la tutelle financière du ministère des finances, la Camwater a pour objet la gestion, pour le compte de l'Etat, des biens et droits affectés au service public de l'eau potable en milieu urbain et périurbain.

A ce titre, elle a pour missions :

- la planification, la réalisation d'études, la maîtrise d'ouvrage, la recherche et la gestion des financements pour l'ensemble des infrastructures et ouvrages nécessaires au captage, à la production, au transport et au stockage, à la distribution de l'eau potable ;
- la construction, la maintenance et la gestion des infrastructures de production, de stockage et de transport de l'eau potable ;
- le contrôle de la qualité de l'exploitation du service public de la distribution d'eau potable et des autres missions confiées aux sociétés chargées de l'exploitation du service public de distribution de l'eau potable ;
- en coopération avec les sociétés d'exploitation, l'information et la sensibilisation des usagers du service public de l'eau potable et de celui de l'assainissement liquide en milieu urbain et périurbain ;
- et généralement, toutes les opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières qui se rattachent, directement ou indirectement, aux objets définis ci-dessus ou de nature à favoriser leur développement.

UNE NOUVELLE USINE EN CONSTRUCTION SUR LA MEFOU A YAOUNDE.

Reconstruction de l'usine de la MEFOU (50 000 m3/j) : Ouvrage à étage en construction pour filtration, stockage d'eau et Bâtiment d'exploitation

Réhabilitation de l'évacuateur des crues du Lac de la Mefou-Yaoundé (7 000 000 m3 environ) : mise en sec du barrage en vue remise en service

La CAMWATER a engagé, depuis le mois d'Août 2011, les travaux de construction d'une nouvelle usine d'eau potable, adossée sur la Mefou, au quartier Nkolbisson, dans la banlieu de Yaoundé. Co-financé à hauteur de 40 milliards de F Cfa par l'agence Française de Développement (AFD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), cette usine de 50 000 m3 / jour sera livrée en 2014. Les travaux consistent en la reconstruction de la station de traitement, le réhabilitation du barrage de la Mefou, des reservoirs de la station de pompage de Messa et des conduites de transfert amont et aval ainsi d'améliorer d'environ 50 % , l'offre en eau potable de la capitale camerounaise.

EXTENSION DE L'USINE SUR LE MOUNGO, A DOUALA.

La deuxième phase des travaux de construction de l'usine d'eau potable adossée sur le fleuve Moungo est effective depuis le mois de septembre 2011. Elle est financée grâce à un crédit de 44,605 milliads de F Cfa accordé à la camwater le 05 novembre 2009 par Exim Bank China. Ces travaux consistent en la construction d'un autre module sur le site de l'usine de Yato d'une capacité de 100 000 m3 / jour. Ce qui, avec les forages urbains et ceux implantés sur le site de Massoumbou, et l'usine de Japoma, qui produisent plus de 100 000 m3/jour, couvrira l'ensemble des besoins en eau potable de la ville de Douala, estimés à 250 000 m3 / jour.

Station de captage d'eau sur le fleuve Moungo (Douala)

DES CHANTIERS DANS LES CENTRES SECONDAIRES.

L'exécution du programme d'investissement poursuit son bonhomme de chemin dans les centres secondaires. Ainsi, les travaux des deuxième et troisième phase du projet des 52 centres, financés, par la Banque Belges, Dexia, sont en cours de réalisations dans les villes de Limbé, Buéa, Yaoundé, Meyomessala, Tokombéré, Tonga, Bikok, Ngomedzap et Nanga-eboko. Ils consistent en la construction de nouvelles adductions d'eau potable ou la réhabilitation des infrastructures existantes.

Travaux de pose d'une conduite dans le réseau de BUEA. Passage en accotement d'un pont (DR PEHA)

GESTION PUBLIQUE

L'environnement des affaires a beaucoup évolué au Cameroun, selon le haut-commissaire de Grande-Bretagne

« *J'entends toujours des plaintes selon lesquelles le Cameroun est un marché difficile, qu'il y a beaucoup de problèmes, qu'il y a beaucoup de barrières à l'investissement. Mais je peux vous dire qu'au cours des quatre dernières années, j'ai plutôt trouvé que c'était assez facile pour les entreprises qui respectent les règles.* » C'est ce que pense Bharat Suresh Joshi, haut-commissaire de Grande Bretagne arrivé en fin de séjour au Cameroun, dans une longue interview accordée au Quotidien de l'*Economie*. Le diplomate britannique réitère : « *Le Cameroun a beaucoup changé, il a beaucoup évolué. Mais il reste une grande marge entre la perception du business au Cameroun et la réalité (…). Il y a des changements, mais c'est la réputation du Cameroun qui gêne un peu, qui freine le développement.* »

Après avoir révélé qu'environ 25 entreprises britanniques sont présentes sur le territoire camerounais, ce dernier confie que ces entreprises « *ont trouvé plus facile de faire des affaires dans les mines, dans l'énergie et, surtout, dans les hydrocarbures* ». Cette perception de l'environnement des affaires au Cameroun, telle que déclinée par le haut-commissaire de Grande-Bretagne, est aux antipodes de la perception de Bruno Gain, ambassadeur de France, également en fin de séjour au Cameroun. Dans une récente sortie médiatique, ce dernier a confié que « *l'environnement des affaires au Cameroun laisse à désirer* ».

Brice R. Mbodiam

Le FMI recommande de booster l'investissement public

« *Le Cameroun a préservé la stabilité macroéconomique, mais la croissance vigoureuse n'est pas suffisante pour que les autorités réalisent leur ambition de faire du Cameroun un pays émergent d'ici 2035* », peut-on lire dans le rapport de la dernière consultation du Fonds monétaire international (FMI) au Cameroun, au titre de l'article IV, publié en septembre 2013. Comme remède pouvant permettre au Cameroun d'inverser la tendance et d'espérer pouvoir ainsi atteindre son objectif d'émergence en 2035, le FMI recommande : « *Pour devenir un pays émergent d'ici 2035, le Cameroun devra rehausser considérablement sa croissance tendancielle. La stratégie de croissance des autorités privilégie à juste titre de s'attaquer au déficit d'infrastructures considérable, mais son succès dépendra de l'efficience de l'investissement public et de la vigueur de la réaction du secteur privé.* » Par ailleurs, « *les services du FMI engagent donc les autorités à redoubler d'efforts pour s'attaquer aux faiblesses dans la sélection et l'exécution des projets, et à affecter des ressources appropriées à l'entretien des infrastructures. Il conviendra de réduire les passations de marché par entente directe pour les grands projets, ou d'y accorder une attention particulière.* »

BRM

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat

CARPA

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
Support Council for the Realization of Partnership Contracts

PUBLIC PRIVATE PARTNERSHIP (PPP) IN CAMEROON

A driver of growth for the country's vision 2010-2035

A unique an attractive new legal framework

- Law n°2006/012 fixing a general regime on PPP and instituting a public entity in charge of PPP: the Support Council for the Realization of Partnership Contracts,
- Decree n°2008/035 fixing the organization and the ruling of the Support Council on PPP completed by decree n°2012/148
- Decree n°2008/0115/PM precising the enforcement of law n°2006/012
- Law n°2008/009 fixing the fiscal, financial, and accounting regime of PPP contracts.

A new institution created, entirely dedicated to PPP

The **Support Council for the Realization of Partnership Contracts** (known by its french acronym as CARPA). P.o Box 33745 Yaounde – Cameroon. Phone: (237) 22 23 92 92 Fax: (237) 22 23 92 92 Email: ppp_cameroon@yahoo.fr

- Establish eligibility of project (Urgent, Complex, Economically and Financially viable)
- Project Evaluation
  - Appropriate risk allocation
  - Business Case and Public Sector Comparator (PSC)
  - Refine scope (if necessary)
  - Market Sounding & Development of Specifications

A series of Business Incentives

- Value Added Tax (VAT) covered by the public entity (19, 25%)
- Free registration of all contracts and agreements
- Coverage of all tax and custom duties by the public entity
- Exemption of inspection before embarkation of imported equipments and material
- 5 points discount on the corporate tax for the first 5 year of operation
- 25% bonus on the depreciation rate compare to the normal rate, starting the operation

Business Opportunities

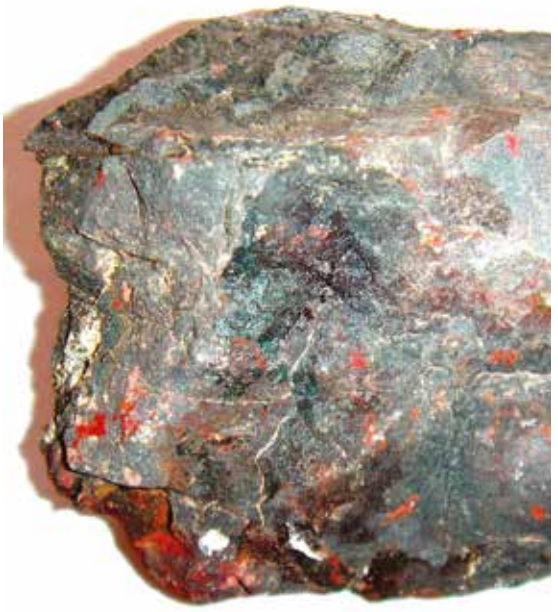
- Energy
- Water
- Transport
- Mining
- Toll Bridge
- Toll Roads
- Telecommunications
- Tourism
- Other infrastructures

MINES

Pour Sundance, le projet de Mbalam sera lancé entre fin 2017 et début 2018

Le groupe minier australien Sundance Resources a annoncé, le 30 août dernier, qu'il tablait sur l'entrée en production de son projet de fer de Mbalam-Nabeba, à cheval entre le Cameroun et le Congo Brazzaville, aux alentours de fin 2017-début 2018. « *Nous nous attendons à ce que le projet de Mbalam-Nabeba entre en production aux alentours de fin 2017-début 2018* », a déclaré en effet à l'agence Reuters le directeur général de la compagnie, Giulio Casello. Le scepticisme avait gagné les investisseurs suite à la résiliation par Sundance, début avril, de son accord avec le groupe chinois défaillant Hanlong Mining pour la reprise du projet de Mbalam. Mais la junior minière australienne a indiqué qu'elle était en négociation avec plusieurs groupes pour la reprise du gisement, dont la valeur a été estimée à 4,7 milliards de dollars. Sundance espère conclure un accord avec de nouveaux partenaires avant fin 2013.

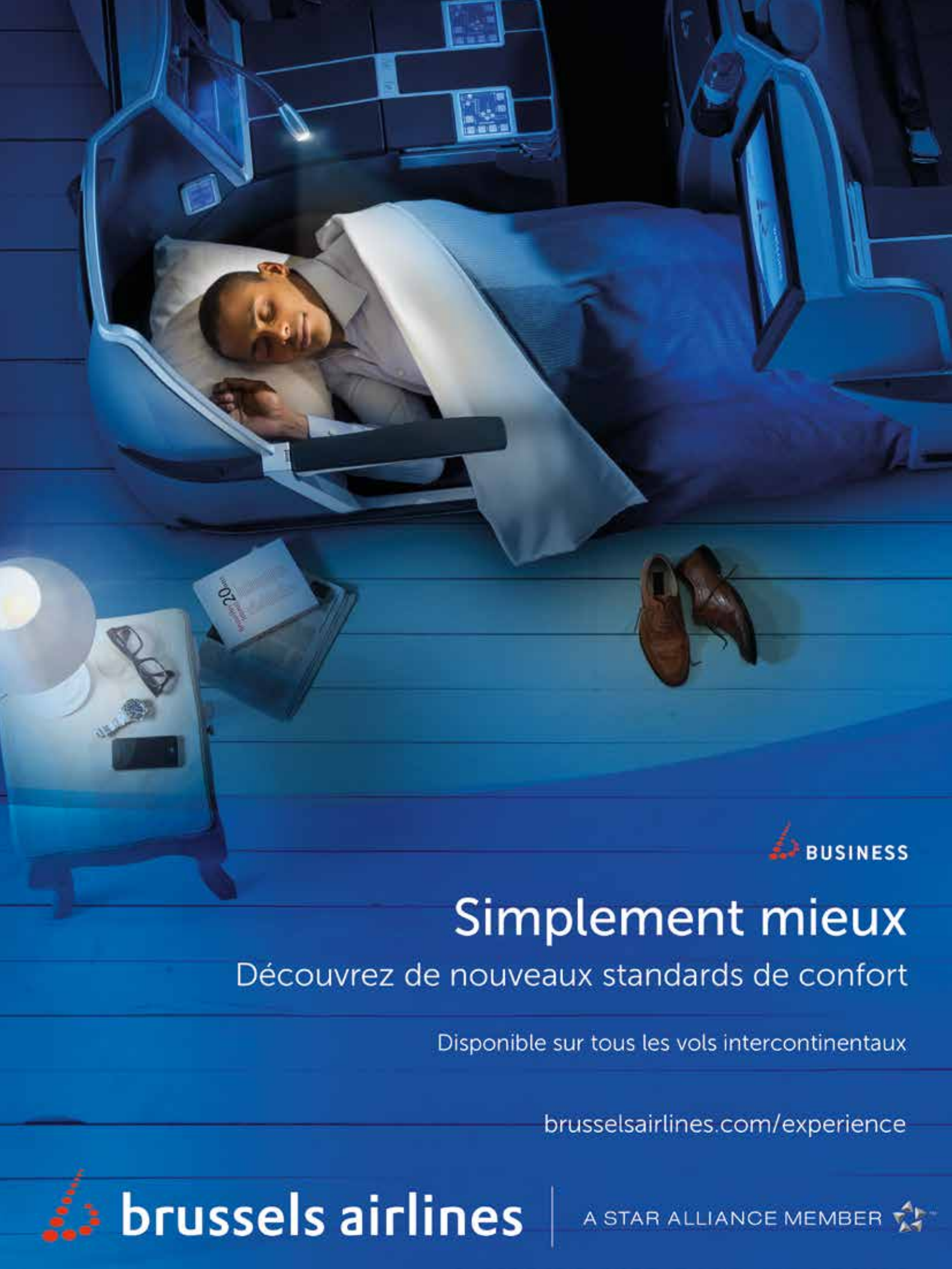
L'entreprise, qui poursuit désormais une nouvelle stratégie basée sur la séparation entre le développement de la mine et la construction d'infrastructures, avait annoncé, le 7 août, que six groupes chinois figuraient parmi les entreprises de BTP qui avaient retiré le cahier des charges de l'appel d'offres pour la construction des infrastructures ferroviaires et portuaires. Sundance devrait aussi lancer bientôt un appel d'offres pour sélectionner des candidats intéressés par le développement du gisement. Le cours de la société cotée sur ASX peine, toutefois, à remonter la pente après avoir fortement chuté au lendemain de la résiliation du contrat avec Hanlong. Le 30 août, le titre se négociait à 8 cents australiens, contre plus de 30 cents au début de l'année en cours.



IMIC et le Chinois Hebei Iron and Steel signent pour le fer de Nkout

L'entreprise International Mining and Infrastructure Corporation (IMIC), cotée sur le marché alternatif de la Bourse de Londres, a indiqué lundi avoir signé un accord d'achat avec l'entreprise chinoise Hebei Iron and Steel au sujet du gisement de Nkout, au sud du Cameroun. Il est à préciser qu'au mois de mai 2013, de nombreux médias ont fait part de l'information non contestée selon laquelle IMIC, qui est spécialisée dans la valorisation des projets mis en évidence par des juniors minières, avait effectué une offre acceptée de 190 millions de dollars à Affero Minning pour son gisement en cours d'exploration au Cameroun.

IMIC, qui est associé dans ce projet à African Iron Ore Group (AIOG), un autre acteur du secteur des mines en Afrique, a indiqué qu'il avait la capacité de construire les infrastructures nécessaires à l'exploitation de ce gisement camerounais. IMIC a aussi fait savoir que l'accord est renforcé par la présence de China Railways Material comme bénéficiaire final de la production, ce qui devrait permettre de sécuriser les financements nécessaires aux investissements dont elle a besoin pour lancer l'exploitation du gisement de Nkout.



BUSINESS

Simplement mieux

Découvrez de nouveaux standards de confort

Disponible sur tous les vols intercontinentaux

brusselsairlines.com/experience

brussels airlines | A STAR ALLIANCE MEMBER

AGRICULTURE

Le miel blanc d'Oku et le poivre de Penja labélisés par l'OAPI

Le poivre de Penja, localité agricole située dans la région du Littoral, au Cameroun, et le miel blanc d'Oku, produit dans la localité d'Oku, dans la région du Nord-Ouest, ont obtenu le 13 septembre 2013 l'Indication géographique protégée (IGP) de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). Un label qui est, apprend-on, gage de qualité, de contrôle des circuits de production et de commercialisation. Attribuée par l'OAPI dans le cadre de son Programme de renforcement des capacités commerciales, appuyé par l'Agence française de développement (AFD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'IGP permet aussi d'accroître les revenus des producteurs, à cause de l'intérêt que les consommateurs accordent de plus en plus aux produits labélisés, surtout en Europe, où le poivre de Penja est majoritairement exporté.

Dans la localité de Penja, les fédérations de producteurs locaux et des entreprises agro-industrielles telles que les Plantations du Haut Penja (PHP), filiale camerounaise de la Compagnie Fruitière, produisent annuellement 300 tonnes de ce produit. Le Cameroun exporterait annuellement d'après certains experts entre 5 et 8 tonnes de miel blanc produit dans la localité d'Oku. Ce qui rapporterait d'importants revenus aux apiculteurs, dans la mesure où le kilogramme de ce miel revient généralement à 1000 FCFA à l'export.

Agence Ecofin

TRANSPORTS

Plus de 100 000 agences de voyage dans le monde pourront vendre les billets de Camair-Co

Dans un communiqué rendu public par la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co) en septembre 2013, « *la Direction commerciale et marketing de Camair-Co vient de conclure un accord bilatéral IATA de distribution avec Hahn Air, compagnie allemande qui dispose d'une plateforme mondiale – la toute première de l'industrie du voyage en matière de billetterie électronique – permettant de connecter près de 100 000 agences de voyage dans le monde* ». Les derniers tests de connexion à cette nouvelle plateforme, qui va permettre de mieux vendre la destination Cameroun, apprend-on, viennent d'être effectués,

et ont été couronnés de succès. « *Ce premier accord Interline dans le domaine de la distribution est d'autant plus important dans l'histoire en marche de notre compagnie que les billets de Camair-Co seront désormais émis par près de 100 000 agences de voyage à travers le monde. Lesquelles ont reçu de Hahn Air une newsletter enthousiaste à ce propos* », renseigne le communiqué. Créée en décembre 2005, Camair-Co n'a effectué son vol inaugural que le 28 avril 2011. La compagnie nationale aérienne camerounaise, qui est à son 3ème général, cherche toujours sa voie dans un ciel camerounais et international de plus en plus concurrentiel. Avec une flotte inconsistante, un personnel régulièrement aux abois, un endettement jugé abyssal par le ministre des Transports, Camair-Co vit quasiment de subventions de l'Etat du Cameroun.

La compagnie gabonaise Afric Aviation arrive dans le ciel camerounais

Le 1er septembre 2013, un aéronef de la compagnie aérienne Afric Aviation s'est posé sur le tarmac de l'aéroport international de Douala, la capitale économique du Cameroun. Il s'est agi, selon Alfred Pierre Etouké, le directeur général de cette compagnie aérienne gabonaise, du vol inaugural de la desserte Libreville-Douala-Libreville, qui va connaître quatre rotations par semaine. Avec 64 passagers chaque fois. « *Le choix du Cameroun vient d'une demande soutenue et croissante des passagers du Gabon. Car seul Air service avait assuré, pendant quelque temps, cette destination* », explique le DG d'Afric Aviation.

Afric Aviation est une compagnie créée en 2009. Elle travaille pour le compte des entreprises pétrolières, mais assure aussi des vols à l'intérieur du Gabon et, désormais, à destination du Cameroun. C'est la seconde compagnie aérienne africaine qui arrive dans le ciel camerounais ces jours-ci, après la Nigériane Aero Airlines il y a quelques semaines.

TELECOM

Viettel choisit une solution d'IBM pour installer la 3G au Cameroun

La société Viettel Cameroun Sàrl, troisième opérateur privé de téléphonie mobile du pays et titulaire d'une licence pour le déploiement de la 3G au Cameroun, a choisi sa solution Smarter Computing d'IBM pour déployer l'infrastructure 3G au Cameroun, et ainsi fournir à ses clients des services mobiles haut débit. L'annonce a été faite par IBM le 27 août 2013. D'après Phung Van Cuong, le directeur des systèmes d'information du groupe Viettel, « *la solution Smarter Computing d'IBM que nous allons mettre en place va permettre de déployer de nouveaux types de services au Cameroun. Ces services permettront par exemple d'émettre un appel vidéo tout en naviguant sur Internet, de jouer avec des amis où qu'ils soient, de chatter en ligne, de se connecter à des applications multimédias sur tablette, ou encore de payer ses dépenses courantes comme un simple ticket de parking.* »

Concrètement, les infrastructures IT utilisées seront basées sur des serveurs IBM System x 3850 et 3650, des serveurs Blade Center HS23, des systèmes IBM Storage Storwize V7000, un système d'exploitation Linux et le logiciel IBM DB2 pure Scale 10, qui permettra l'accès à des services mobiles intégrés de nouvelle génération, à des millions de nouveaux abonnés et à des coûts optimisés. Selon l'entreprise américaine IBM, ces serveurs pourront traiter jusqu'à dix téraoctets de données, et Viettel pourra aussi s'en servir pour gérer en simultané les systèmes de facturation et de la relation client (CRM).

D'après le cabinet d'analyse Forrester, le smart computing est aujourd'hui utilisé dans 55% des entreprises allemandes, contre 41% des Françaises et des Britanniques. Présent au Cambodge, en Haïti, au Laos, au Mozambique, au Pérou et au Timor Oriental, le groupe Viettel envisage de lancer ses opérations au Cameroun en 2014. Pour l'installation de ses équipements, Viettel Cameroun Sàrl, joint-venture entre le groupe vietnamien et Bestinver Cameroon Sàrl, compte investir 400 millions de dollars et couvrir 81% du territoire avec son réseau.

Beaugas-Orain Djoyum

Plus de 13 millions d'abonnés à la téléphonie mobile au Cameroun

D'après les statistiques contenues dans le dernier Tableau de bord trimestriel du marché de la téléphonie mobile au Cameroun, publié par l'Agence de régulation des télécommunications (ART), le nombre d'abonnés au téléphone mobile au Cameroun a dépassé 13 millions à fin 2012. Selon le régulateur du secteur des télécommunications, la filiale camerounaise du groupe sud-africain MTN International s'adjuge 54,1% des parts de marché, contre 45,9% pour Orange Cameroun, la filiale de France Télécom. Depuis l'ouverture du marché de la téléphonie mobile au Cameroun au début des années 2000, MTN et Orange contrôlent le marché. Dès 2014, ces opérateurs auront un nouveau concurrent : Viettel, la firme vietnamienne qui a décroché en 2012 une licence 3G. Ses premières puces seront commercialisées en 2014.

La Fondation EMA
présente

IXÈME EMA INVEST

3 et 4 octobre 2013 à Genève, Suisse
www.emainvest.com

Avec

« Ce que la place de Genève peut apporter à l'Afrique. Et réciproquement. »

Hôte d'honneur : le Cameroun

01

- **AGRICULTURE**
  Valoriser les immenses espaces de terres arables et développer une industrie agroalimentaire

02

- **INDUSTRIES**
  Transformer les matières premières pour gagner de la valeur ajoutée

03

- **SERVICES**
  Favoriser l'innovation et la créativité

04

- **GESTION PUBLIQUE**
  Sécuriser l'environnement des affaires et promouvoir l'égalité des chances

Le leader du mois

Frédéric Mbotto Edimo est le nouveau DG de Camair-Co

Un conseil d'administration de la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co), la compagnie aérienne nationale camerounaise, tenu le 11 septembre 2013 dans la capitale camerounaise a désigné Frédéric Mbotto Edimo au poste de directeur général. Il remplace ainsi le Néerlandais Matthijs Boertin Johannes, arrivé à la tête de la compagnie le 3 janvier 2013, mais dont les syndicats des employés n'ont cessé de dénoncer les choix managériaux, notamment caractérisés par les recrutements massifs d'expatriés, mieux payés, au détriment des nationaux qu'ils jugent aussi qualifiés. Avant sa nomination, le promu occupait depuis juin dernier seulement le poste de directeur général adjoint de Camair-Co. Il devient ainsi le quatrième DG de cette compagnie aérienne créée en 2005, mais opérationnelle depuis 2011 seulement, après le Français Gilbert Mitonneau et les Néerlandais Alex Van Elk et Matthijs Boertin.

D'ÉNORMES DIFFICULTÉS

Frédéric Mbotto Edimo hérite d'une compagnie qui rencontre d'énormes difficultés. En plus des grincements de dents récurrents des employés, un rapport du cabinet Okala Ahanda daté de juin 2012 révèle que l'entreprise ne vit que grâce aux perfusions financières du gouvernement, qui avaient été évaluées par le ministre des Transports, Robert Nkili, à 30 milliards de francs CFA en 2012, alors que, avait-il souligné, les dépenses actuelles de l'entreprise culminent à 45 milliards de francs CFA. En plus d'une exploitation déficitaire, avait indiqué le ministre Nkili, qui avait au passage relevé qu'il n'était pas client de Camair-Co, la compagnie aérienne nationale camerounaise croule soit le poids d'une dette jugée « *abyssale* » par sa tutelle technique qu'est le Ministère des transports. On parle d'environ 10 milliards de francs CFA, à partager entre l'Autorité aéronautique et des pres-

Frédéric Mbotto Edimo.

tataires. Lors de son installation en tant que DGa de Camair-Co en juillet dernier, Robert Nkili lui avait demandé de « *proposer au chef de l'Etat un véritable plan de sortie de crise financière* ». C'est probablement ce plan de sortie qui a favorisé sa nomination au poste de DG.

AMBITIEUX PROGRAMME

Matthijs Boertin Johannes n'aura donc pas eu le temps d'implémenter ce qu'il avait appelé « *la vision de Camair-Co 2013-2018* », un ambitieux programme visant à sortir la compagnie de la tourmente et d'en faire une véritable référence en Afrique. Ce programme prévoyait, avait-il confié à l'*Agence Ecofin*, la création de 1000 nouveaux emplois à l'horizon 2018, dont environ 250 pilotes (contre 50 pilotes seulement actuellement) et des centaines d'autres personnels naviguants et administratifs, pour l'exploitation d'une flotte qu'il comptait porter à 26 avions, contre trois actuellement. De nombreux recrutements devaient également s'effectuer dans le cadre du lancement de l'activité de fret, pour laquelle le désormais ancien DG de Camair-Co comptait s'associer à European Cargo Services (ECS), ou encore du montage d'une unité de maintenance des aéronefs à Douala. Le tout devant être financé par des prêts bancaires. Frédéric Mbotto Edimo s'engouffrera-t-il dans cette brèche ?

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres et Bruxelles
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

La BAD appuie fortement le financement du commerce en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, en février 2013, son Programme de financement du commerce (PFC). Le lancement de ce programme de financement du commerce propre à l'institution renforce ainsi le rôle de la Banque, pour les années à venir, en tant que pourvoyeur de financement du commerce.

Le programme a pour objectif de compléter les contributions des acteurs commerciaux et des banques multilatérales de développement impliquées dans le financement du commerce (FC) en Afrique, tout en répondant à la demande, critique, du marché du financement du commerce dans la région, en encourageant le commerce dans des secteurs économiques cruciaux.

Cela exigera une collaboration exemplaire entre divers intervenants, y compris des institutions régionales de financement du développement, et des institutions financières locales et internationales.

Le financement du commerce contribue de façon vertueuse au développement du secteur privé, au cœur de la transformation structurelle de l'Afrique et de la croissance inclusive. De fait, en répondant aux besoins d'investissement et en fonds de roulement des entreprises de la sphère réelle de l'économie et en permettant d'éviter des pénuries d'approvisionnement, le financement du commerce assure la continuité des opérations tout en favorisant la croissance du chiffre d'affaires des entreprises et la création d'emplois.

Dans la foulée de l'approbation du programme par le Conseil d'administration de la BAD, cinq transactions, d'un montant total de 520 millions de dollars EU, ont été traitées.

© AfDB 2013-2013 – DESIGN ERCUYAL

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

www.afdb.org